



Les raisons de la colère

À la télé, Macron a osé déclarer « qu'il n'y a pas eu l'explosion [de l'épidémie] qui était prévue par tous les modèles ». Quelle impudence ! C'est exactement le contraire qui s'est produit : les prévisions désastreuses des épidémiologistes se sont réalisées quasiment à l'unité près ! Avec ses 250 morts par jour, les pubs vous invitant à vous faire vacciner alors qu'il est impossible à beaucoup de prendre un rendez-vous faute de vaccins, les tests salivaires promis dans les écoles et qu'on attend toujours dans la plupart d'entre elles, on n'en finirait pas de dresser la liste des mensonges du gouvernement et de ses supporters. Au point que la moutarde vous monte au nez dès que l'un se montre à la télé ou à la radio !

Des milliards pour licencier

Mais les raisons de la colère ne se limitent pas à la pandémie. L'État a distribué des centaines de milliards aux entreprises, pas pour maintenir les emplois mais, au contraire, se préparer à la reprise économique en étant le plus « compétitives » possible – autrement dit en licenciant, en réduisant les salaires et en aggravant les conditions de travail de ceux qui restent.

L'essentiel des 100 milliards du second plan de relance sont allés à des entreprises qui réduisent leurs effectifs : Renault, PSA, Airbus et ses sous-traitants comme Latécoère, Air France, Total, Carrefour, Auchan. Pas de secteurs épargnés : c'est partout l'hémorragie chez les intérimaires, les CDD, qui s'ajoutent aux PSE pour les travailleurs en fixe.



Une dégradation continue des conditions de travail

Les directions de toutes les entreprises répètent comme des perroquets les mêmes « arguments » : « productivité », chasse aux « temps morts », « réorganisation ».

À la SNCF, les conditions de travail continuent de se dégrader et les raisons qui avaient mis les cheminots en grève à l'hiver 2019 pèsent toujours. À la Poste, cela fait des années que la direction réorganise les services, créant pour les postiers des situations difficiles à tenir pour les moins jeunes tant la charge de travail est alourdie.

Dans les hôpitaux, la pandémie a pris la suite de la lutte des hospitaliers pour faire connaître la situation dramatique de la plupart des services. Mais, contrairement aux promesses, le gouvernement a continué à supprimer des lits, les salaires des soignants sont toujours loin d'atteindre la moyenne européenne et la pression ne fait qu'augmenter, provoquant burnouts et démissions.

Dans l'Éducation nationale, la crise a montré la nécessité d'une embauche massive d'enseignants, de personnel pour encadrer les activités des jeunes, de locaux. Mais rien, au contraire, des suppressions de postes dans les lycées et collèges. Le ministre a même osé « rendre » 200 millions d'euros à Bercy sur le budget 2020 ! Quant aux étudiants, on découvre la

misère dans laquelle vivent certains, ce dont la ministre de l'Enseignement supérieur se moque comme d'une guigne, ne se préoccupant que de faire la chasse aux sorcières contre de prétendus « islamo-gauchistes ».

Pour couronner le tout, le gouvernement veut réactiver la réforme de l'assurance-chômage qui fera baisser de près de 20 % les allocations de plus d'un million de chômeurs. Et, pour faire bonne mesure, le gouvernement veut remettre ça sur la réforme des retraites.

Une riposte indispensable du monde du travail

Mais, ça commence à renâcler. Des débrayages dans le secteur pharmaceutique, à la Poste, à la SNCF dans le Nord. Des mobilisations contre les licenciements dans l'automobile. Des profs qui décident à nouveau de prendre en main eux-mêmes le respect de conditions sanitaires qui sont le cadet des soucis du ministère. Des luttes aussi – il y a peu à Total Grandpuits, chez le voyageur TUI, en ce moment même chez les livreurs Uber et autres Deliveroo, chez les intermittents du spectacle.

Signes annonciateurs d'une mobilisation plus générale ? Difficile de le dire aujourd'hui. En tout cas, l'action de tous ceux qui pensent indispensable et urgente une intervention du monde du travail fera tout pour y contribuer.

Un drame annoncé

Sur la ligne Paris-Limoges, un camp des gens du voyage est installé près de la voie depuis des années sans protection réelle. La semaine dernière, le drame est arrivé : une fillette de 18 mois est décédée. La colère bien compréhensible de la famille s'est malheureusement exprimée envers notre collègue conducteur, déjà choqué par une telle catastrophe. Et depuis, ce sont des représailles sur les trains.

À la suite de cela, les forces de l'ordre sont venues quelques jours puis repartis... les caillasses ont repris, y compris en trouvant le moyen de faire arrêter les trains. Dans ces circonstances des collègues ont exercé leur droit de retrait. Et la direction a... fait appel aux forces de l'ordre.

Notre sécurité, celle des usagers et des habitants du camp, doit être assurée de manière durable, pas juste avec un grillage qui entrave la circulation des habitants.

L'Etat et les collectivités territoriales de la zone se renvoient la balle et ne respectent même pas la loi qui impose de mettre des terrains avec certaines normes à disposition des gens du voyage. Que font-ils concrètement pour que ça n'arrive plus jamais ?

On n'est pas les pions de leurs réorganisations

Nous étions nombreux du roulement 170 à nous réunir le 25 mars pour dire à « TER » ce que nous pensons de leur projet de transfert de notre roulement.

Une initiative réussie qui en appelle d'autres.

Volontariat ? Plutôt du « forçariat » !

Saisie par le collectif des conducteurs du roulement 120 concernant leur transfert au Charollais, l'inspectrice a confirmé en droit ce qu'on avait compris : ce n'est pas du « volontariat » comme le prétend la direction et cela s'accompagne de « risques psycho-sociaux ».

Non aux sanctions

À Paris Nord, des collègues de l'Infrapôle en lutte depuis 2 mois sont convoqués pour des entretiens disciplinaires et la direction menace de licenciement pour des faits de grève ou divers motifs.

À la RATP la procédure de licenciement est toujours en cours contre Alexandre El Gamal, militant CGT du dépôt bus de Vitry, pour des faits qui remontent à la dernière grève contre la réforme des retraites. **Et la solidarité elle aussi est toujours bien présente, un rassemblement de soutien est prévu le vendredi 2 avril à partir de 11h au centre bus de Vitry.**

Partout où des travailleurs relèvent la tête, les directions sanctionnent et licencient, contre ça aussi, notre force c'est la solidarité.

Darmanin promet le train gratuit à tous les flics...

... Juste retour des choses : ils ne nous ont pas facturé les coups de matraque et de lacrymos qu'ils nous ont mis dans les manifs ces dernières années !

Cachez ces clusters que nous ne saurions voir

Dans beaucoup d'entreprises les contaminations augmentent, conséquences de la politique sanitaire désastreuse du gouvernement. Et nous ne sommes pas en reste à la SNCF, bien des collègues sont positifs ou cas contacts. À Montparnasse, dans les deux postes d'aiguillage qui sont au même étage, la direction a une façon bien originale pour détecter les clusters : il faut que les trois agents positifs (censés constituer un cluster) soient du même poste d'aiguillage sinon ça ne compte pas. Alors même qu'une partie des agents travaillent dans les deux postes. « Tester, tracer, tout planquer » !

Respect du droit de grève

On le martelait depuis longtemps et c'est l'inspection du travail qui vient de nous donner raison : la direction n'a pas le droit de modifier la commande d'un agent gréviste. D'autant plus que dans certains cas, il y avait retenue de salaire même si la journée était entièrement travaillée. Ce rappel à la loi est un point d'appui supplémentaire pour ne pas accepter ce genre de pratiques.

Le Nord Transmet le Message

Par deux journées de grève bien suivies les 8 et 22 mars, les contrôleurs des Hauts-de-France ont mis la pression pour leurs revendications : contre les pertes de rémunérations et pour des embauches pour travailler en sécurité. Suite à une nouvelle agression violente, ils ont massivement posé le sac les 25 et 26 mars. Les mécanos les ont rejoint car ils ont les mêmes revendications et se sont mis en grève avec les contrôleurs le lundi 29 mars. A cette occasion, ils ont établi une plateforme de revendications communes. Ils appellent (et les syndicats de la région les ont rejoints) à la grève reconductible tous services le 6 avril prochain.

Le compte n'y est pas, Jean-Pierre

Pertes de rémunération avec le chômage partiel, prime d'intéressement minuscule, zéro augmentation générale des salaires, pas de prime « Macron » par rapport au Covid-19 : l'addition est salée – et la grand messe des notations n'y changera rien.

D'autant plus que la direction entend nous présenter la même pour les prochaines années. Le seul vaccin à l'austérité financière : la lutte.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

f NPA – Etincelle SNCF Paris Sud-Ouest

Web Convergences Révolutionnaires SNCF Paris Sud-Ouest ou Nouveau parti anticapitaliste

Mail cr@convergencesrevolutionnaires.org

Imp.Spé.NPA

